

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

**POLYNÉSIE FRANÇAISE**

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 114  
N° 23

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 16  
no Atopa 1965**ABONNEMENTS**Un an    Six mois    3 mois  
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

**PRIX DU NUMERO :**

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.  
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.  
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.  
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard  
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

**ANNONCES ET AVIS**

Annonces judiciaires, commerciales et an-  
nonces diverses : la ligne..... 30 fr.  
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.  
Publications de sociétés philanthropiques,  
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.  
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

## ALLOCUTIONS

*prononcées à la Séance d'ouverture de la***SESSION BUDGÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE****de la Polynésie Française, le 5 octobre 1965.****Par Monsieur Jacques TAURAA**

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

Monsieur le Gouverneur,

Il m'est donné pour la première fois de vous accueillir au banc de la présidence de cette assemblée. Et je voudrais, à cette occasion, au nom de mes collègues et en mon nom personnel, saluer en vous un représentant du Pouvoir central qui a su, en cette ère nouvelle que vit notre Polynésie, instaurer une méthode jeune, une méthode nouvelle d'approche des problèmes spécifiques à notre territoire. Puissiez-vous demeurer longtemps à la magistrature que vous occupez pour forger, de concert avec les instances politiques, professionnelles, syndicales et culturelles, le devenir de la Polynésie, cette petite patrie qui, je n'en doute pas, doit vous tenir à cœur autant que votre île natale vantée pour être l'Île de Beauté ! C'est le souhait que je formule à votre égard, Monsieur le Gouverneur.

\*  
\*    \*

Mesdames,

Messieurs,

Chers collègues,

Le conseil de gouvernement n'ayant pas été en mesure d'adopter et de transmettre à l'assemblée territoriale, pour l'ouverture de la présente session, le rapport de présentation du projet de budget de l'exercice 1966 ainsi que les documents annexes, je laisserai au Chef du territoire le soin et l'honneur de vous présenter dans leurs grandes lignes ce que seront les projets budgétaires qui doivent être soumis à notre examen. Pour ma part, je me contenterai, au fil de mon exposé, d'étudier, grâce à une analyse des données politiques, économiques et sociales du moment, les problèmes auxquels le Territoire se trouve confronté. Je me permettrai par ailleurs de mettre l'accent sur les promesses qui, faites à cette tribune, n'ont pas été suivies d'effets, de rappeler les demandes formulées par cette assemblée, d'énumérer quelques-uns des besoins de ce territoire. Je ne voudrais pas que l'on recherche dans mes propos l'intention de critiquer systématiquement l'action ou l'attitude de l'exécutif ou de l'administration. Je

voudrais au contraire que l'on comprenne mon geste comme un désir de maintenir ouvert le dialogue entre hommes de bonne volonté.

\*  
\*   \*  
\*

Le 11 mai 1965, ici même, Monsieur le Gouverneur, vous avez dit, et je vous cite : « Les importations devraient atteindre cette année un tonnage d'environ 280.000 tonnes pour une valeur qui devrait être de l'ordre de 7 milliards de francs. On peut considérer comme certain que, sans l'implantation du C.E.P. en Polynésie, le tonnage des importations n'aurait pas atteint 100.000 tonnes en 1964 ».

Cet afflux de marchandises a entraîné des recettes budgétaires supplémentaires. C'est un fait entendu, c'est une bonne chose, je suis le premier à m'en réjouir en ma qualité de rapporteur général du budget de l'exercice en cours. Mais voyons le revers de la médaille. Il m'est revenu que le matériel du C.E.P. et de ses satellites bénéficiait, dans le sens Métropole - Polynésie, d'une priorité de transport. Et ce, au détriment des matériaux pondéreux commandés par les commerçants locaux ainsi que par les services administratifs du territoire en exécution du budget.

Pourquoi cette priorité ? Y a-t-il vraiment urgence à terminer les grands travaux qui conditionnent l'explosion en juillet 1966 de la première bombe atomique à Moruroa ? A ce sujet, je note qu'un rapport du commissariat à l'énergie atomique publié en juillet a révélé l'existence d'un nouveau type de bombe A, plus puissant que celui qui est opérationnel et qui équipe les "Mirages IV" de notre force de dissuasion. Ce type de bombe est dû à des perfectionnements techniques obtenus en laboratoire. Au risque de faire sourire quelques-uns, je formule le vœu que les physiciens atomistes français — dont je me plais à reconnaître la valeur sur le plan scientifique — arrivent à découvrir en laboratoire le moyen de mettre au point la bombe H sans avoir à passer au stade de l'expérimentation sur le terrain.

Je ferai par ailleurs remarquer que le choix de la date prévue pour l'explosion de la bombe atomique à Moruroa n'est pas heureux. La campagne de tirs coïncidera en effet avec nos fêtes de juillet, qui attirent chaque année de nombreux touristes, lesquels risquent de nous boudier l'an prochain. Or, je crois savoir, Monsieur le Gouverneur, que vous mûrissez de louables projets de rénovation des fêtes du juillet et plus généralement du folklore polynésien. Il serait fort dommage que les efforts entrepris dans ce sens ne soient pas récompensés par un afflux de touristes plus important que de coutume.

Pour en revenir à la priorité de transport dont bénéficie le C.E.P., j'ai dans l'idée que ce fait, joint à la raréfaction de la main-d'œuvre, a quelque peu gêné la réalisation des ouvrages incombant au service des travaux publics. Le 10 novembre 1964, à cette tribune, j'attirais l'attention du gouvernement local sur l'importance inhabituelle des moyens de financement consacrés à l'équipement et je demandais si le

service des travaux publics était suffisamment doté en personnel et en matériel pour réaliser la masse des travaux prévus. Le Chef de territoire nous répondit alors par des paroles lénifiantes, disant notamment qu'il faisait entière confiance au jeune ingénieur, enfant du pays, qui allait être appelé à la tête du service des travaux publics. Or, que constatons-nous à l'heure actuelle ? Nous voyons que de nombreux travaux d'intérêt social n'ont point été réalisés et se trouveront reportés sur l'exercice prochain. Donc, pour reprendre, mais a contrario, l'argument du Chef de territoire, je dirai : « la mariée était trop belle ». Et c'est sans doute cette constatation qui a amené le conseil de gouvernement à préparer pour le prochain exercice un budget d'équipement plus réaliste.

Ce n'était pas tout, en effet, de faire confiance au chef du service des travaux publics ; encore fallait-il lui donner les moyens de travailler. Or, la politique suivie par le C.E.P. en matière de grands travaux a entraîné une baisse inquiétante de l'offre sur le marché de la main-d'œuvre. L'entreprise chargée de la construction du bâtiment du conseil de gouvernement a été obligée de prendre des mesures exceptionnelles pour que l'ouvrage commencé puisse être achevé à la fin de cette année. L'on a même vu une chose rare dans les annales du service des travaux publics : celui-ci a été contraint de faire annuler le marché passé avec une entreprise privée pour la construction du C.E.G. d'Uturoa. L'entreprise en question, pour des raisons découlant en partie de la pénurie de main-d'œuvre, n'a pu faire face à ses engagements, et la construction a dû être reprise en régie. Et encore convient-il de noter que les travaux en régie ne peuvent être menés à bien par le service intéressé qu'au détriment des travaux d'entretien. C'est ainsi par exemple qu'une équipe d'ouvriers chargés de refaire les peintures intérieures du dispensaire de Mamao a été obligée de laisser le travail inachevé pour se rendre sur un autre chantier.

Cet état de choses est vraiment regrettable. Je le dis d'autant plus librement que je sais également reconnaître l'aspect positif des choses. A l'ouverture de la session administrative de 1965, vous avez dit notamment, Monsieur le Gouverneur :

« A la fin de l'année, les travailleurs du territoire auront perçu la somme de 300 millions de francs. Pour la première fois, tous les habitants de la Polynésie peuvent participer à l'expansion économique, jusqu'aux habitants des lointains archipels, puisque la diffusion des salaires payés sur les sites atteint maintenant des régions qui étaient restées jusqu'alors à l'écart de l'enrichissement. On se félicite dans les îles d'un plein emploi qui permet aux travailleurs d'améliorer leur habitat, de s'équiper en biens de toute nature et de faire des projets d'avenir, ce qui n'était permis, jusqu'à une époque récente, qu'à quelques rares privilégiés. »

Encore que je ne souscrive pas entièrement à cette dernière assertion, et que j'émettrai plus loin des réserves en ce qui concerne cette participation générale à l'expansion économique, je reconnais que le C.E.P. contribue à l'élévation du niveau de vie. Et je m'en réjouis, car je voudrais que le territoire arrive à faire sienne cette devise figurant sur une brochure

éditée par le service de presse du ministère des affaires étrangères du Danemark, ce pays « où peu ont trop et très peu, trop peu ».

Je reconnais par ailleurs que « le C.E.P. a provoqué ou « complété des aménagements dont la réalisation n'aurait pu « être envisagée sans doute dans des délais aussi rapides ». Vous aviez mentionné notamment le port de Papeete. Ici, je me plais à louer l'initiative du port autonome qui a fait macadamiser les terre-pleins qui sont du ressort de sa circonscription. Cette mesure devrait être généralisée pour que Papeete cesse d'être cette ville où la poussière incommode non seulement les touristes, mais également les résidents. La situation s'améliorera évidemment lorsque le nouveau port marchand sera terminé.

Dans le domaine des liaisons aériennes interinsulaires, je reconnais également les efforts considérables accomplis par la Métropole pour doter le territoire d'aérodromes propres à réduire l'isolement des archipels éloignés. A ce sujet, l'assemblée territoriale insiste particulièrement pour que l'aérodrome des Australes soit réalisé une fois achevés ceux des Tuamotu. L'existence d'une piste aux Australes incitera davantage les agriculteurs de cette circonscription à faire de celle-ci le jardin maraîcher de la Polynésie.

\* \* \*

Lorsque la période des grands travaux sera terminée, le gouvernement local entend qu'une bonne partie du matériel du C.E.P. soit mise à la disposition du territoire pour des chantiers d'intérêt général. C'est, à mon avis, une solution de rechange, mais il faut veiller à ce que l'assistance fournie par le C.E.P. ne prenne pas une allure de paternalisme. Aussi, pour ma part, la solution que je préfère est celle qui consiste à doter le service des travaux publics du gros matériel nécessaire à la réalisation des travaux d'intérêt général. Il importe également de veiller à ce que le C.E.P. ne devienne pas un organisme tentaculaire. Puisque les travaux publics ne peuvent suffire à la tâche, pourquoi ne pas multiplier les chantiers à confier à l'entreprise privée ? Dans la perspective d'une politique à long terme, l'on pourrait même envisager que les travaux à entreprendre à Tahiti, voire Moorea, soient confiés à l'entreprise privée, alors que les chantiers à ouvrir dans les archipels éloignés le seraient avec du personnel et du matériel des travaux publics.

Une fois terminée la période des grands travaux en cours sur les sites, il restera encore d'importants ouvrages à réaliser à Tahiti même. Il y aura, par exemple, ce fameux hôpital général à propos duquel le Chef du territoire nous disait ici même, le 10 novembre dernier : « La question semble entrer « maintenant dans sa phase finale ». Cette phase finale, on n'en voit hélas pas la fin. Il est vrai que la procédure relève d'une autorité extra-métropolitaine et que l'Europe est fort mal en point à l'heure actuelle.

Je crois savoir que la ligne de conduite adoptée par le gouvernement local en ce qui concerne la construction de cet

hôpital est la suivante. L'on attendrait la fin des grands chantiers du C.E.P., l'on attendrait même que la main-d'œuvre occupée actuellement sur les sites soit de retour dans les campagnes. Et de cette manière, l'on obtiendrait une main-d'œuvre bon marché, étant donné que la loi de l'offre et de la demande devrait à ce moment-là jouer en faveur de l'employeur. A mon avis, agir ainsi, c'est tirer une traite sur l'avenir. Car, la tension persistant sur le marché des biens de consommation, le risque est grand de devoir offrir à la main-d'œuvre dans un an ou deux des salaires aussi élevés sinon plus que ceux qui sont pratiqués à l'heure actuelle.

Je le répète, la construction de cet hôpital est urgente. Aussi, je ne manquerai pas de relever qu'une réalisation qui ne revêtait aucun caractère d'urgence a vu le jour. Je veux parler de la télévision. Point n'est besoin, évidemment, de s'appesantir sur les raisons qui ont poussé le gouvernement français à installer en Polynésie la télévision avant la fin de l'année 1965. Cependant, je ne partage pas entièrement l'appréhension de ceux qui craignent que le pouvoir ne se serve de ce moyen d'expression comme arme de propagande. Personnellement, je veux voir dans la télévision un moyen de rompre davantage notre isolement, ainsi qu'un moyen d'éducation des masses, un moyen de culture. A Paris, j'ai eu l'occasion de discuter avec les responsables de la rue Oudinot. Ceux-ci ont admis la nécessité qu'il y avait de donner vie au conseil des programmes de Radio-Tahiti, pour répondre à un vœu adopté par l'assemblée territoriale lorsque celle-ci a cédé gratuitement à l'Etat le terrain nécessaire à l'implantation de la maison de la télévision.

\* \* \*

Parmi les réalisations qui devront voir le jour en 1966, je range encore la résidence du Chef du territoire et le bâtiment de l'assemblée territoriale pour lesquels je vous sais gré, Monsieur le Gouverneur, d'avoir, avec mon accord, demandé aux architectes de revoir leurs épures, de sorte que les constructions envisagées s'intègrent dans un ensemble architectural harmonieux. — Je note cependant au passage la surprise que j'ai eue de voir la presse locale faire état d'un nouveau projet qui n'a reçu ni mon approbation ni celle de mes collègues. — Mais la pénurie de main-d'œuvre ne risque-t-elle pas d'amener les pouvoirs publics à différer la réalisation de ces bâtiments ? La construction de ceux-ci revêt pourtant une certaine urgence puisque la résidence menace ruine et que l'assemblée territoriale est fort mal placée sur le port, dont les quais connaissent une animation et un encombrement croissants.

Je sais par ailleurs, Monsieur le Gouverneur, que vous attachez une importance capitale à la réalisation de la route traversière de l'île de Tahiti. Cette route revêt peut-être dans l'esprit des autorités militaires une valeur stratégique. Personnellement, j'y vois d'une part un moyen d'encourager les agriculteurs à cultiver les plateaux et d'autre part une voie de communication facilitant les échanges. Cette route traversière

présenterait également un intérêt touristique en ce sens qu'elle permettrait aux touristes d'avoir accès aux sites cachés et aux beautés naturelles du centre de l'île. Dans un projet que vous avez soumis récemment au secrétaire d'Etat à la recherche scientifique de passage à Tahiti, vous avez par ailleurs émis l'idée que l'existence de cette route faciliterait grandement la création en montagne d'un observatoire astronomique.

Ici, Monsieur le Gouverneur, je voudrais dire un mot de notre jeunesse. L'assemblée territoriale avait demandé, en son temps, que la loi-programme d'équipement sportif et socio-éducatif soit étendue à la Polynésie. La chose vient d'être concrétisée, dans un premier stade, par l'affectation en Polynésie d'un inspecteur de la jeunesse et des sports. Tout cela est louable. La maison des jeunes et la piscine suivront sans doute. Mais — et j'attache à cette idée la plus haute importance — il faut également donner à notre jeunesse estudiantine la possibilité de s'employer dans les activités scientifiques et techniques appelées à prendre la relève des grands travaux d'infrastructure actuellement en cours. Le Premier Ministre, dans son allocution prononcée à cette tribune le 25 juillet 1964, a annoncé la création à Papeete d'un certain nombre de cellules de travail scientifique et technique qui devraient pouvoir intéresser les plus capables parmi nos jeunes étudiants. Il faut que cette chose se fasse, il faut que la jeunesse polynésienne donne naissance à une élite technicienne et scientifique.

Dans cet ordre d'idée, permettez-moi de noter ici un élément intéressant dont j'ai eu connaissance lors de mon dernier séjour à Paris. Un membre du bureau de l'association des étudiants tahitiens doit être envoyé en mission par l'association à Tahiti afin d'étudier sur place les débouchés qui peuvent être offerts aux étudiants polynésiens poursuivant actuellement des études supérieures en Métropole. L'association veut planifier et orienter les études de nos jeunes gens. Elle mérite toute notre sollicitude et toute notre aide pour mener à bien cette tâche ; aussi j'invite les services intéressés à faciliter la mission de ce jeune envoyé, qui est électronicien. Car il importe d'inciter nos jeunes gens à revenir au "fenua" occuper des postes en rapport avec leurs capacités et leurs diplômes. Je m'oppose personnellement à cette politique qui voudrait faire en sorte que les meilleurs de nos étudiants s'expatrient. Lorsque le territoire, à la fin de la seconde guerre mondiale, décida de multiplier le nombre des bourses à accorder à des élèves méritants, il visait un but bien déterminé, à savoir : former des cadres, forger une élite, élever le niveau intellectuel du pays. Je ne vois donc pas pourquoi nous exporterions nos cerveaux.

Dans le même ordre d'idée, je rappellerai que, lors de la mission effectuée à Paris en 1962 par une délégation de l'assemblée territoriale, l'assurance nous avait été donnée que l'implantation du C. E. P. et du C. E. A. en Polynésie entraînerait la formation, à la charge de la Métropole, d'un millier de techniciens polynésiens. Je veux bien croire qu'à l'époque les instances compétentes qui avancèrent ce chiffre d'un millier ne disposaient pas d'éléments d'appréciation suffisants. Toujours est-il que, lors de sa mission récente en Polynésie, le secrétaire

d'Etat à la recherche scientifique a fait état du chiffre de 600 techniciens à former. Il ne faudrait pas que ce nombre continue à diminuer, faute de quoi la promesse faite n'aurait plus de valeur.

Avant cependant que notre jeunesse n'accède à de nombreux postes scientifiques et techniques, l'assemblée territoriale aimerait que le personnel métropolitain servant en Polynésie au titre de l'assistance technique soit assuré d'une stabilité dans son affectation. Cette mesure ne devrait pas, cela va de soi, être appliquée d'une façon systématique, mais concerner les éléments les plus dynamiques. Ici, je voudrais citer un exemple concret. Le jeune ingénieur du bureau de recherches géologiques et minières qui a entrepris de dresser la carte géologique des îles de la Polynésie française risque de ne pas être réaffecté en Polynésie à l'issue de son congé. Et pourtant, l'assemblée territoriale, en acceptant d'inscrire le poste de l'intéressé au budget F. I. D. E. S., entendait qu'il puisse mener également à son terme une étude hydrogéologique de nos îles, cette étude devant par la suite faciliter la tâche du service des travaux publics dans ses campagnes de recherche de nappes souterraines d'eau. C'est de cette façon que je comprends la coopération qui doit régner entre services interdépendants. Les recherches entreprises pourront même peut-être conduire un jour à la découverte de richesses minières cachées dans notre sous-sol. Aussi, me permettrai-je de demander la réaffectation en Polynésie de l'ingénieur précité, d'autant plus que celui-ci n'a pas eu le temps matériel de consigner dans un rapport écrit toutes ses observations. Un nouvel ingénieur serait pratiquement obligé de reprendre à la base le même travail, ce qui entraînerait pour le territoire la perte de plusieurs années précieuses.

\*  
\*   \*  
\*

Une autre grande réalisation dont l'assemblée territoriale voudrait qu'elle vit le jour dans le courant de l'année 1966 est celle qui concerne l'huilerie à coprah. Pour sa part, l'instance législative est prête à voter une participation budgétaire au financement de cette industrie. L'implantation de celle-ci permettra de traiter la totalité de la production de coprah du territoire, aux dires mêmes du promoteur de l'affaire, dont je me plais à louer la ténacité, la persévérance. L'exportation d'un produit fini — l'huile — ainsi que de sous-produits — le tourteau, notamment, qui est acheté à prix d'or par les pays de l'Est — permettra au territoire d'améliorer la situation fortement déficitaire de sa balance commerciale.

Puisque nous parlons coprah, je note au passage que le Premier Ministre nous avait donné l'assurance, à cette tribune, le 25 juillet de l'année passée, que le gouvernement avait pris la décision d'augmenter le prix garanti du coprah. Nous avons appris par la suite que l'aide accordée aux producteurs locaux prenait en fait la forme d'une aide remboursable.

Puisque nous faisons allusion aux promesses ministérielles, je note qu'il en est une dont il est notoire qu'elle n'est restée jusqu'à présent que verbale. Je veux parler de la retraite des

marins polynésiens. Ici même, le 25 juillet 1964, Monsieur le Premier Ministre nous annonçait à ce propos : « Je puis vous dire que la décision a été prise récemment par le « gouvernement, avant mon départ de Paris, et qu'il est « entendu de la façon la plus formelle que les marins polynésiens auront, sur ce point, les mêmes avantages de retraite « que les marins français, par assimilation complète, le déficit « à prévoir d'ailleurs à cet effet étant versé par le budget « de la République ». Or, nous savons ce qu'il en est à l'heure actuelle de la situation sociale des marins polynésiens, qui n'est toujours pas réglée.

Parallèlement à l'aide apportée par la Métropole aux producteurs de coprah, il importe de souligner l'aide accordée tous les ans au secteur rural par l'assemblée territoriale qui, par ailleurs, cette année, s'est également préoccupée du sort des agents de la fonction publique.

Au sujet de cette dernière, une idée émise ici même le 10 novembre 1964 par le Chef du territoire a retenu mon attention. Cette idée, elle consiste en la nécessité de limiter le développement des dépenses de fonctionnement et d'affecter le maximum des recettes ordinaires et la totalité des réserves éventuelles aux opérations d'équipement. C'est là une politique de saine gestion des deniers publics.

Et cependant, comment contenir les revendications justifiées des agents de la fonction publique qui se plaignent de la hausse constante des prix des biens et des services, hausse consécutive à la politique de très hauts salaires pratiqués par le C.E.P. et le C.E.A. L'assemblée territoriale s'est toujours émue des disparités qui existent entre les traitements des fonctionnaires, suivant que ceux-ci appartiennent au cadre général, au cadre latéral ou au cadre territorial. Et voilà que l'implantation du C.E.P. et du C.E.A. creuse un nouveau fossé, crée une inégalité de plus.

Je disais plus haut que je formulais des réserves quant à la participation de la totalité de la population à l'expansion économique. Le secteur de la fonction publique me semble ne bénéficier aucunement de cette expansion. De plus, les statistiques du crédit de l'Océanie ne font ressortir cette année aucun accroissement notable, par rapport à l'an passé, des demandes de prêts à la construction. Encore faudrait-il, je le reconnais, savoir si l'autofinancement à la construction a amené certains ouvriers des sites à ne pas faire appel aux prêts du crédit de l'Océanie. Par ailleurs, si les travailleurs se sont équipés en appareils ménagers, il convient aussi, hélas ! de noter que des payes entières se sont envolées dans la boisson. C'est là un aspect de la réalité que les milieux officiels préfèrent passer sous silence...

Je me dois d'ailleurs de m'élever contre les procédés employés par les agents chargés du recrutement des ouvriers pour le compte du C.E.P. et du C.E.A. Ces procédés ont été stigmatisés ici même. Je vous demande, Monsieur le Gouverneur, d'intervenir personnellement pour qu'un terme soit mis à de telles pratiques qui relèvent d'un autre âge.

\*  
\* \*

J'ai noté plus haut que l'implantation d'une huilerie à coprah rétablirait, en partie du moins, la situation de notre balance commerciale. Il existe un autre moyen d'améliorer encore celle-ci. Je veux parler du développement de l'industrie perlière dans le territoire. Le groupe de travail chargé des études préparatoires à la constitution d'une société d'économie mixte a pratiquement achevé ses travaux. Je pense que le projet de délibération réglementant la pêche des huîtres de culture perlière ainsi que la convention relative au développement de la culture perlière ne tarderont pas à être adoptés en conseil de gouvernement et soumis ensuite à l'assemblée territoriale. Je profite d'ailleurs de la circonstance pour louer les efforts entrepris par le chef du service de l'élevage qui a entrepris les premières expériences de perliculture et les a menées avec persévérance jusqu'au succès.

L'assemblée territoriale, qui s'est toujours montrée favorable au développement du tourisme, comptait sur celui-ci pour réduire le déséquilibre de notre balance des paiements. Or, la situation de notre industrie touristique n'est pas très brillante, les prévisions escomptées pour 1965 ne se réaliseront peut-être pas. Lors de mon récent passage aux Etats-Unis, les dirigeants d'agences de voyages m'ont appris qu'ils étaient littéralement obligés de pousser leurs clients dans les avions en partance pour Tahiti. Ces clients préféraient en effet se rendre en vacances à Acapulco, au Mexique. Je me rendis moi-même dans cette dernière ville et je constatai que le paysage ressemble fort à celui de la Polynésie. La chaleur y est peut-être un peu plus torride, mais les prix sont de beaucoup inférieurs à ceux qui sont pratiqués ici.

J'ai appris également que les touristes américains fuyaient la Polynésie à cause de la présence intempestive de militaires sur son sol. Il s'agit là d'une propagande orchestrée par les agences de voyages des îles Hawaii, j'en conviens, mais force est de reconnaître qu'elle porte ses fruits. Et ici, je note qu'en 1962, lorsqu'il fut question de l'implantation en Polynésie de la base atomique, le ministre d'Etat Louis Jacquinot nous promit qu'on ne verrait jamais de militaires à Papeete, le système américain du "zoning" employé à Hawaii devant l'être également en Polynésie.

Le Premier Ministre, lors de son passage à Papeete, nous a dit à cette tribune : « aide-toi et le ciel t'aidera ». L'assemblée territoriale estime qu'en matière de tourisme, elle fait de louables efforts. Ne vient-elle pas encore, en adoptant le 1er juillet 1965 un rapport relatif au régime fiscal appliqué aux hôtels de tourisme, d'accorder un élargissement des exonérations fiscales à l'importation ainsi qu'un assouplissement des obligations imposées aux hôteliers ? Elle insiste à nouveau pour que les autorisations d'investissement dans le territoire soient facilitées au maximum, et au besoin, pour que le gouvernement français laisse aux instances territoriales le pouvoir d'autoriser des investissements dont le plafond restera à déterminer.

A l'ouverture de la session administrative 1965, vous avez, Monsieur le Gouverneur, laissé entendre que les capitaux privés hésitaient peut-être à s'investir en Polynésie pour une

question de confiance, de climat politique, de stabilité. Cela est peut-être vrai en ce qui concerne les capitaux français, mais ne l'est pas quant aux capitaux étrangers. J'en ai acquis la certitude lors de mon dernier passage aux Etats-Unis. Laissons donc entrer les investissements étrangers, et nous verrons les investissements français suivre le mouvement sans retard. Et puis, je pose la question : Pourquoi manquerais-t-on de confiance en nous ? Sommes-nous donc un pays révolutionnaire ?

Il me semble que cette assemblée, quel que soit le parti qui se soit trouvé dans l'opposition, a fait montre de maturité politique en maintenant une certaine continuité, en évitant de remettre constamment en cause les décisions concernant la marche des affaires essentielles de ce territoire. Quant à la majorité actuelle — et vous-même, Monsieur le Gouverneur, avez reconnu devant les instances métropolitaines, lors de notre mission à Paris au mois de mai 1965, qu'elle était efficace, efficiente — cette majorité, disais-je, œuvre et continuera à œuvrer dans le sens de la garantie à accorder aux investissements.

L'hésitation dont font preuve les détenteurs de capitaux privés ne découlerait-elle pas, en partie du moins, de l'incertitude qui règne quant à un éventuel retour aux attributions individuelles ? La commission des lois constitutionnelles de l'Assemblée nationale aurait, à l'issue de sa mission récente en Polynésie, décidé de demander au Gouvernement central une refonte de nos institutions politiques, qui accorderait plus de pouvoirs aux instances territoriales. Nous espérons être bientôt fixés sur le sens de cette réforme, demandée à maintes reprises par l'Assemblée territoriale.

Celle-ci se trouve aujourd'hui au seuil d'une session qui s'annonce fort chargée. La commission des affaires financières devra en effet étudier et lui soumettre, outre le projet de

budget de l'exercice 1966, les plans d'urbanisme de Papeete et Punaauia, et les textes portant d'une part réglementation en matière foncière et d'autre part création de juridictions foncières en Polynésie française. Le rapporteur des plans d'urbanisme est prêt à déposer son rapport qui, en principe, compte tenu des modifications apportées aux projets soumis par le conseil de gouvernement, doit être adopté. Le rapport sur les juridictions foncières et la réglementation en matière foncière est également terminé, mais son auteur pense que l'on doit avancer avec prudence et circonspection en la matière.

L'Assemblée territoriale aura par ailleurs à se prononcer sur la réglementation des loyers des locaux commerciaux, artisanaux et professionnels, sur une modification du tarif des droits d'enregistrement, sur une modification du tarif de la contribution des patentes, sur un projet de délibération portant code de procédure civile en Polynésie française, ainsi que sur d'autres projets mineurs.

\*  
\*   \*  
\*

Parvenu au terme de mon exposé, je voudrais dire toute la confiance que je plaçais dans le V<sup>me</sup> Plan quant à l'avenir de notre territoire. Les deux missions que j'ai accomplies cette année à Paris m'avaient permis d'acquérir la certitude que la sollicitude de la Métropole s'exercerait à notre égard d'une façon particulièrement marquée au cours des cinq prochaines années. Or, l'on sait que le projet du commissaire général au plan a été mis en pièces au conseil économique et social. Je veux cependant continuer à croire au V<sup>me</sup> Plan et envisager l'avenir sous un jour serein.

Vive la Polynésie française !

Vive la France !

## Par Monsieur le Gouverneur Jean SICURANI

CHEF DU TERRITOIRE

Monsieur le président,

Mesdames, messieurs,

Depuis quelques jours, lancées du haut du Pic Rouge, des ondes nouvelles parcourent l'éther polynésien. Mêlés aux ouvriers qui travaillent encore aux finitions de l'immeuble, les techniciens de la télévision s'affairent à mettre au point les premières images. Le 15 octobre, six mois après la pose de la première pierre, Télé-Tahiti, la dernière-née des stations régionales de l'ORTF, commencera ses émissions.

Cet exploit de nos techniciens — je suis heureux de le saluer ici — est en même temps un signe. Un signe qui s'ajoute à d'autres signes et qui jalonne une route nouvelle. La Polynésie s'y est engagée d'une démarche d'abord hésitante, non sans quelques soupirs de nostalgie. Mais comment résister à cet esprit de curiosité qui est dans l'homme, à cette soif de comprendre, à cette volonté de conquérir, avec plus de pouvoirs, une liberté toujours plus grande ? Les polynésiens seraient-ils faits autrement que les autres hommes, eux pourtant qui jadis, ont été ces découvreurs dont la hardiesse étonne encore les imaginations ? Je ne le crois pas. Je crois au contraire que nous sommes accordés au sentiment profond et au sentiment général, — à celui des jeunes, comme à celui des hommes d'âge —, quand nous travaillons à sortir ce pays tout entier d'un isolement séculaire et à l'ouvrir à tous les courants du siècle.

Tout d'ailleurs nous y entraîne irrésistiblement : les besoins, les intérêts, la poussée d'une jeunesse impatiente. Il ne s'agit plus pour nous, comme naguère, de conserver et d'entretenir un patrimoine presque immuable, mais de le faire fructifier par de nouveaux moyens et de l'accroître par de nouvelles ressources. Voici venu le temps des longs desseins, des plans et des études prospectives. Les budgets ne peuvent plus être des actes isolés, presque routiniers. On doit les concevoir, au contraire, comme les pièces d'un ensemble où concourent toutes les autres actions et toutes les autres ressources, comme les éléments d'une politique globale dans une perspective de développement élargie jusqu'à l'horizon d'une longue suite d'années.

C'est bien ainsi — même si ce premier essai est encore imparfait — c'est bien ainsi que cherche à se présenter le projet de budget que le conseil de gouvernement va soumettre dans quelques jours à votre examen. Il a été conçu, en effet, dans le cadre et suivant les orientations du Ve Plan, avec le souci d'intégrer l'effort d'équipement et de développement du territoire dans l'effort général, cet effort auquel participent, d'abord et surtout la métropole par le moyen du FIDES, des ministères techniques et des organismes de crédit, mais aussi les apports divers de l'investissement privé et les dotations du fonds européen de développement.

Mais avant d'aller plus loin, laissez-moi vous dire, monsieur le président, combien j'ai été sensible à vos paroles de sympathie et de confiance et au salut que vous avez adressé à une île, la mienne, qui m'est chère, comme le sont devenues ces îles, les vôtres, pour lesquelles, dès mon arrivée, j'ai ressenti une affinité naturelle et un attachement profond. Laissez-moi vous assurer aussi que vos préoccupations, que je recueille à l'instant même, ont fait, comme vous le verrez tout à l'heure, ou feront, de la part du conseil de gouvernement, l'objet de l'examen le plus attentif.

\*  
\* \*

Je vais essayer maintenant de dégager dans ses grandes lignes la physionomie du budget de l'exercice 1966, en commençant, comme il est nécessaire, par le situer dans le contexte économique général, puisqu'il en est tributaire en même temps qu'il agit sur lui.

Le tableau de la situation économique ne se présente pas avec des traits bien différents de ceux que j'essayais de tracer lorsque, le 11 mai dernier, j'avais l'honneur de me présenter pour la première fois devant vous pour ouvrir la session administrative de votre assemblée.

Aujourd'hui comme hier, l'économie du territoire continue à être caractérisée par le déséquilibre de la balance commerciale. Au 31 août, la valeur des importations représentait neuf fois celle des exportations. Par rapport à la période correspondante de 1964, les importations ont marqué une progression de 33 %, tandis que les exportations ont diminué de 9 %.

A ne considérer que ces deux éléments de l'économie générale, le déséquilibre est donc allé en s'accroissant au cours des derniers mois. Mais le phénomène n'est pas fait pour surprendre, si l'on considère d'une part que le CEP est au plus fort de son activité de construction, d'autre part que le territoire est entré depuis quelques années dans une phase d'équipement, qu'il y est pour quelques années encore et que cette situation est caractérisée précisément par la prédominance des apports extérieurs.

Il n'est donc pas étonnant, dans une telle conjoncture, de constater que les prix des biens et des services accusent une tension soutenue sur le marché intérieur. Conjuguée avec certaines hausses saisonnières, cette tension a entraîné, depuis le mois de mai, une augmentation de quatre pour cent environ de l'indice général du coût de la vie.

Les effets des divers facteurs de la situation économique générale — plein emploi, diminution de la production locale, augmentation du volume des revenus — s'ajoutent ainsi les uns aux autres et se renforcent pour provoquer entre prix et salaires une escalade dont le rythme s'est encore accéléré.

Si bien que, dans l'expansion et dans l'enrichissement général, toutes les catégories sociales ne sont pas également favorisées. Aussi le conseil du gouvernement s'est-il préoccupé d'assurer une meilleure répartition des revenus. C'est ainsi qu'après l'unification des zones de salaires, les travailleurs

du secteur privé ont bénéficié d'un nouveau relèvement du salaire minimum, qui a été fixé, le 1er septembre, à 35 francs pour le secteur industriel et à 29 fr 20 pour le secteur agricole. A la même date, les allocations familiales ont été portées de 400 à 500 francs par enfant, tandis que le taux des allocations prénatales s'élevait de 3.600 à 4.500 francs et celui des allocations de maternité de 4.800 à 6.000 francs.

Pendant la même période, les maraîchers des îles Australes et des îles Gambier ont bénéficié d'une élévation sensible du prix des légumes. Quant aux producteurs de coprah, grâce à d'exceptionnelles recettes douanières prélevées sur les importations, il a été possible de les faire profiter d'un nouveau relèvement du prix garanti, qui a été augmenté de 50 centimes par kilo.

Mais ces encouragements ne sont pas suffisants pour interrompre l'exode qui affecte les campagnes. Le ralentissement des activités traditionnelles s'est donc encore accentué. La récolte de vanille verte a diminué, la production de coprah également. Pour ce qui est du coprah, on a constaté à la fin du mois de juillet que le tonnage entré en silo à Papeete avait baissé de 16 % par rapport aux quantités emmagasinées pendant la période correspondante de l'année 1964.

Cette situation, je l'ai dit, n'est ni nouvelle, ni surprenante. Je ne crois pas qu'il faille davantage la considérer comme inquiétante, d'abord parce que, dès à présent, le bilan, tout compté, est largement positif, ensuite parce que ce déséquilibre est la résultante d'un effort d'équipement accéléré, c'est-à-dire d'un effort tendu vers la transformation des activités traditionnelles et vers la création d'activités nouvelles, seules susceptibles de réaliser dans le territoire les conditions d'un équilibre nouveau.

Du côté des activités traditionnelles, il faut considérer que l'exode rural est un phénomène momentané. L'attachement du polynésien à sa terre, à sa paroisse, à ses habitudes ancestrales ramènera demain vers le « fenua » la plupart des travailleurs qui se trouvent aujourd'hui rassemblés sur les grands chantiers. Que voit-on faire d'ailleurs aux 3.500 ouvriers employés par le CEP ? Ils rapatrient leurs salaires dans leur district d'origine et toute cette épargne est consacrée à des biens d'équipement — habitat, mobilier, appareils ménagers, matériel de pêche —, preuve que la grande majorité des travailleurs n'a pas l'intention d'abandonner les archipels. Aussi n'est-il pas déraisonnable de prévoir qu'au mouvement de retour dans les districts va correspondre, l'année prochaine et plus encore en 1967, une reprise de la production agricole.

D'ailleurs, les choses commencent à changer aussi dans les îles. Chaque année un peu plus, le progrès touche à leur tour les districts. Les conditions d'existence, bien précaire encore il y a peu d'années, se sont largement améliorées. Les efforts du conseil de gouvernement et de l'assemblée pour mettre à la portée de tous les bienfaits de l'enseignement et de la santé se font maintenant presque partout sentir. Les moyens de communication se multiplient. Le réseau des routes s'étend. La présence de nombreuses unités de la marine et la compréhension du commandement apportent des facilités plus grandes

dans les liaisons maritimes. Sous peu, l'initiative privée va accroître la flotille polynésienne de nouveaux bâtiments. La navigation aérienne n'est pas en reste. Les Tuamotu de l'ouest sont maintenant desservies par l'aérodrome de Rangiroa, que nous avons inauguré le 12 août dernier. Et le conseil du gouvernement, vous le savez et vous l'approuvez, est décidé, dans les années qui viennent, à poursuivre l'extension aux archipels éloignés, — Marquises, Gambier, Australes —, du réseau des liaisons aériennes interinsulaires.

Mais il faut faire davantage encore. Pour freiner le mouvement qui va des campagnes vers la ville, de « l'argent sauvage » vers « l'argent apprivoisé » — comme me disait, il y a quelques jours, dans sa harangue, un pasteur de la presqu'île —, pour régionaliser l'économie et assurer l'équilibre du corps social tout entier, il faut renforcer les éléments naturels de stabilité et susciter des activités nouvelles.

C'est une vaste entreprise. Nous ne pourrions pas la mener à bien, nous ne pourrions même pas en nourrir l'espoir aussi longtemps que nous n'aurons pas une idée plus exacte du milieu économique et du milieu social, des transformations que l'évolution récente y a déjà provoquées, des courants qui le parcourent, des possibilités qu'il recèle. Nous avons le plus urgent besoin d'un inventaire et d'une méthode de travail, c'est-à-dire d'un instrument d'analyse scientifique qui permette d'orienter et d'exploiter, au lieu de les subir, les données confuses et les poussées désordonnées de la conjoncture.

Aussi le conseil du gouvernement va-t-il vous proposer d'entreprendre en Polynésie une grande enquête socio-économique, dont les résultats seront classés sous quatre rubriques : information et analyse statistique, établissement de monographies socio-économiques, constitution d'un dossier cartographique, enfin étude des tendances et prévision de l'évolution à partir des données précédentes.

Cette enquête, qui sera conduite par trois spécialistes de l'ORSTOM, sera financée par le FIDES avec une petite participation du territoire. Les travaux des chercheurs seront conduits, il va de soi, avec la coopération des services intéressés et, en outre, des personnalités locales qui voudraient bien apporter leur concours à cette œuvre d'intérêt général. Des résultats significatifs, c'est-à-dire susceptibles d'être exploités, pourront être obtenus après une première période de six mois, mais l'enquête, pour être complète, devra s'étaler sur dix-huit mois. Une fois achevée, elle aura abouti à constituer une véritable somme de la vie socio-économique du territoire. Régulièrement tenue à jour, cette somme apportera à tous, et d'abord à ceux qui sont en charge des responsabilités publiques, le moyen de concevoir avec plus de clarté et de conduire avec plus de cohérence une politique économique à longue échéance.

Avec les clartés que nous possédons aujourd'hui, il nous a paru — il vous a paru aussi — que pour apporter à la condition des producteurs de coprah une amélioration nouvelle, nous devons nous engager sur la voie de l'industrialisation. Au début de la session précédente, j'avais marqué sur ce point la résolution de tous les responsables du territoire. Dès le mois



de juin, deux experts étaient envoyés sur place pour procéder à l'étude complète que vous demandiez depuis longtemps. Les résultats de cette étude n'ont pas démenti nos prévisions. Dans les conditions actuelles de production, la rentabilité d'une huilerie paraît probable. Mais, en outre, les emplois qui seront ainsi créés, les salaires qui seront distribués dans le pays, la production à bon marché d'une nourriture de complément pour l'élevage apporteront à l'économie locale une impulsion non négligeable qui devrait se traduire également par un accroissement de la production et une amélioration de la qualité. Aussi le conseil du gouvernement a-t-il décidé de proposer à votre assemblée de passer sans plus attendre à la réalisation de cet ensemble industriel et de faire prendre au territoire une participation qui lui assure le contrôle de l'opération.

Cependant, pour atténuer les effets des fluctuations du marché mondial, il semble bien qu'un système de soutien des prix à la production demeure nécessaire, un certain temps encore, et que son financement doive continuer à être assuré par la puissance publique, tout au moins pendant les premières années de fonctionnement de l'huilerie.

Les possibilités nouvelles qui s'ouvrent ainsi dans ce secteur important de l'économie traditionnelle contribueront, je pense, à la solution des problèmes délicats que pose la reconversion du système actuel de commercialisation du coprah.

Cet effort de reconversion qui est devenu nécessaire ici comme ailleurs, suppose des facilités plus grandes dans le domaine du crédit. Votre assemblée n'a pas manqué d'attirer l'attention déjà sur l'insuffisance des moyens dont le territoire dispose à cet égard. Aussi a-t-il été proposé de transformer le crédit de l'Océanie pour en faire une société de crédit et de développement. Cette transformation, dont nous espérons qu'elle interviendra rapidement, vise essentiellement à élever le plafond et la durée des prêts, de façon à faciliter les investissements privés qui, dans les divers domaines — agriculture, artisanat, tourisme, habitat... — seraient orientés vers le développement de l'activité économique.

Les mesures que je viens d'évoquer sont des mesures nécessaires et des mesures utiles. Elles ne sont pas déterminantes. L'action essentielle, la seule dont nous puissions espérer un développement continu, un essor croissant et la conquête d'un nouvel équilibre dans une économie modernisée, — l'activité d'avenir réside plus que jamais dans le tourisme.

Les inquiétudes que vous avez laissé paraître tout à l'heure monsieur le président, ne me paraissent pas fondées.

En effet, les signes encourageants qu'on avait pu relever déjà dans les tout premiers mois de l'année n'ont pas cessé de se manifester. A la fin du mois de juillet, le nombre des visiteurs étrangers et des touristes français du club Méditerranée étant en augmentation de 25 % par rapport aux chiffres correspondants de l'année dernière. L'augmentation avoisine 20 % si l'on considère les voyageurs en transit qui touchent le territoire à bord des bateaux de croisière ?

Quant aux devises étrangères, les rentrées constatées à la fin du mois d'août représentent l'équivalent de 365 millions de francs Pacifique, contre 285 millions pour les huit premiers mois de l'année 1964, soit une progression de 28 %.

La résolution que j'exprimais devant vous il y a cinq mois s'en trouve affirmée. J'avais esquissé alors, à grands traits, le programme de développement que nous avions l'intention de proposer dans le cadre du Ve plan. Depuis lors, grâce aux études des services et aux travaux des diverses commissions du plan, ces intentions ont pris forme, le programme a été à peu près défini. Ce programme vous sera soumis à la fin du mois d'octobre, avec le plan tout entier, avant d'être transmis à la commission centrale et ensuite au parlement. Je ne m'y étendrai pas autrement aujourd'hui, pour insister au contraire sur une réforme à mes yeux essentielle, car de cette réforme va dépendre, je crois, en très grande partie, la bonne exécution de notre programme de développement touristique.

La réforme dont je veux parler concerne le service même du tourisme. L'organisation et les moyens de ce service ne sont plus à la mesure des efforts qu'il va nous falloir déployer si l'on veut faire passer le tourisme du stade artisanal où il se trouve encore au stade industriel. Maintenant que la SITO a disparu, vers quoi est orientée notre action en matière de tourisme ? Presque uniquement vers la promotion et la publicité. Action essentielle, sans doute, qu'il faut poursuivre, qu'il faut même développer davantage encore. Mais, créer une véritable industrie touristique suppose bien autre chose, surtout dans un territoire dont ce doit devenir l'activité dominante, c'est-à-dire une activité qui va influencer peu ou prou sur toutes les autres. Pour hausser le tourisme à ce niveau, il nous faut un organisme capable d'embrasser toutes les activités qui s'y rapportent, soit directement, soit indirectement, un organisme ayant les moyens de concevoir et d'animer, mais aussi de coordonner et de contrôler des actions variées, multiformes, apparemment éloignées parfois les unes des autres et qui touchent à des domaines aussi divers que l'infrastructure, l'équipement, les communications, le régime des investissements, les relations publiques, la culture, la protection des sites, l'urbanisme.

Oui, l'urbanisme, car on ne saurait, à mon sens, parler de tourisme sans y associer l'urbanisme. Quand on veut construire un grand édifice, quand on a l'ambition de le dresser bien haut, on ne manque pas de lui préparer des fondations solides. Eh bien, l'urbanisme est exactement au tourisme ce que les fondations sont à l'édifice.

J'entends urbanisme au sens le plus large, c'est-à-dire une recherche appliquée non pas seulement au développement rationnel et harmonieux des grandes agglomérations, mais à l'aménagement de toute la nature habitée, du décor tout entier de la vie humaine.

Ainsi conçu, l'urbanisme se propose de faire sa place à l'homme tout en préservant la nature, de faire servir à l'embellissement autant qu'à l'utilité les transformations qu'entraîne nécessairement le progrès. L'urbanisme est une volonté d'ordre

et d'harmonie, une barrière dressée contre l'anarchie, l'incohérence et la laideur.

Or, en Polynésie, l'ordre, l'harmonie, le souci de préserver la nature sont plus qu'un bien : une nécessité vitale. Car dans ce pays où toutes les autres ressources sont limitées ou incertaines, la nature est la grande et vraie richesse, la richesse inépuisable, la seule qui nous promette ces développements quasi illimités dont nous avons besoin pour assurer, de façon durable et régulière, le progrès et l'épanouissement de l'homme.

Voilà notre capital à nous, notre poule aux œufs d'or. Vouloir nous la tuer, comme le naïf de la fable ? Car tourisme sans urbanisme, ce serait vouloir construire l'avenir sans assurer le présent, vouloir tirer profit du beau en laissant au laid et au médiocre la liberté de défigurer.

Le mal, je le sais bien, a commencé depuis longtemps. Mais l'essor de l'activité générale risque de lui donner maintenant la force de prolifération d'un cancer. Des voix s'élèvent de partout, dans la presse, dans l'opinion, pour dénoncer le danger. Notre responsabilité est engagée. Nous devons y faire face, intervenir avant que cette explosion d'anarchie n'ait fait des ravages incurables.

C'est à ce souci que répond le projet que j'ai évoqué il y a un instant et qui consiste à transformer l'actuel service du tourisme en un établissement public chargé du tourisme et de l'urbanisme, capable d'embrasser, d'animer et de contrôler toutes les activités qui se rapportent à la première industrie du territoire et qui, pour cela, soit investi de l'autorité et doté des moyens nécessaires à la réussite de cette grande entreprise.

La réforme est urgente ? Il se peut qu'elle ne puisse pas prendre, avant quelques mois, la forme juridique qui lui donnera toute sa souplesse et toute son efficacité. Mais nous n'avons pas le droit d'attendre. Aussi le conseil de gouvernement va-t-il vous proposer, dès la présente session, d'adopter — dans le domaine de l'organisation, des ressources financières, de la réglementation — toute une série de mesures propres à donner au service du tourisme les moyens d'une action à long terme, cohérente et efficace.

Les formalistes y trouveront peut-être des objections et voudront distinguer ce qui est du domaine de l'Etat et ce qui est du domaine du territoire. Ces distinctions risquent de paralyser, quand il s'agit au contraire de donner une impulsion aussi vigoureuse et aussi soutenue que possible. En vérité, le passage au stage du tourisme industriel ne se fera pas sans une intervention de l'Etat pour tous les investissements qui dépassent les moyens du territoire ; mais il ne se fera pas non plus sans une participation effective du territoire, dont c'est la grande affaire et qui doit manifester, avec force et constance, la volonté de s'y intéresser et d'en faire une réussite. La formule qui vous sera proposée cherche donc, non pas à séparer, mais à rassembler tous les moyens, toutes les capacités et toutes les ressources pour forger un outil efficace de prospérité et de promotion. J'espère que vous voudrez bien faire bon accueil à un projet qui intéresse si fort et si directement l'avenir de la Polynésie.

\*  
\* \*

Placé devant la conjoncture que j'ai essayé d'analyser tout à l'heure et animé des intentions que je viens d'exposer, le conseil du gouvernement a été conduit, dans la préparation du budget, à faire un certain nombre de choix.

Il faut examiner d'abord dans quelles limites ont pu s'exercer ces choix, compte tenu d'une part des ressources prévisibles et, d'autre part, des dépenses obligatoires et de celles dont la nécessité a paru inéluctable.

Du côté des recettes, les prévisions sont encourageantes. Largement amorcé au premier semestre, le développement favorables des rentrées fiscales, qui a déjà permis le vote d'un premier collectif, n'a fait que se confirmer au cours des derniers mois.

Dans le domaine des droits et des taxes de douane en particulier, les rentrées constatées à la fin du mois d'août ont atteint un montant de 640 millions, contre 450 millions pour la période correspondante de l'année 1964, soit une augmentation d'environ 40 %.

Le développement de la consommation et, par suite, des transactions commerciales, se traduit également par des plus-values sensibles en matière d'impôts directs.

La situation est moins favorable en ce qui concerne les droits d'enregistrement et les taxes de sorties, dont les moins-values vont se trouver accentuées encore, au cours des prochains mois, par la suppression des droits qui étaient jusqu'alors perçus sur le coprah.

La balance demeure néanmoins largement positive, d'autant plus que la métropole, allant au-delà de ce qui avait été annoncé lors de la préparation du budget de l'Etat vient de prendre une décision généreuse et de porter de 105 à 156 le nombre des fonctionnaires métropolitains dont elle assure entièrement la charge au sein des services du territoire. Dans le même esprit, il faut signaler également la prise en charge par le ministère de l'éducation nationale de l'ensemble des dépenses du collège d'enseignement général d'Uturoa, qui devient une annexe du Lycée de Papeete.

En ce qui concerne les dépenses, l'exécution du budget 1965 se déroule normalement et le deuxième collectif qui sera soumis à votre assemblée au cours de la présente session va permettre de tirer les conséquences budgétaires de diverses mesures qui ont été envisagées depuis la clôture de la session administrative. Il sera l'occasion, en outre, de lancer dès maintenant certaines opérations d'équipement et d'investissement qui ne peuvent attendre l'année prochaine.

Où en est la préparation du budget de l'exercice 1966 ? Nous aurions souhaité qu'elle soit déjà achevée. Mais, outre que vos travaux commencent cette année plus tôt qu'à l'ordinaire, nous nous sommes trouvés dans la nécessité, pour mettre le budget en harmonie avec le Ve Plan, d'attendre les notifications du ministère d'Etat et les conclusions des différentes commissions. Ces circonstances réunies n'ont pas permis, comme l'an dernier, que le projet de budget soit déposé sur le bureau de l'assemblée avant l'ouverture de la session. Mais il le sera

assez tôt, je vous en donne l'assurance, pour que vous puissiez l'examiner avec toute l'attention qui convient.

Nous avons eu le souci, en premier lieu, d'apporter un concours aussi large que possible à la réalisation des objectifs du V<sup>e</sup> Plan. Les circonstances actuelles, particulièrement favorables, permettent cet effort au territoire. Aussi le conseil de gouvernement a-t-il cherché à réserver au budget d'équipement du prochain exercice la totalité des excédents qui se dégagent de l'exécution du budget en cours, tout en évitant d'obérer les ressources futures par un accroissement inconsidéré des charges ordinaires.

Une telle politique, si elle est observée cette année et poursuivie les années suivantes, va avoir pour résultat d'affecter à l'équipement du pays une masse de crédits qu'on peut estimer à 250 millions en 1966 et à plus d'un milliard pour les cinq années à venir.

Jamais jusqu'à présent effort semblable n'avait pu être consenti. Nombre d'opérations dont l'ampleur excédait les ressources du territoire se trouvent maintenant à sa portée. Je pense notamment à l'huilerie, à l'infrastructure du centre touristique d'Outu-Maoro, au rachat des grands domaines à vocation agricole, à l'embellissement du chef-lieu, où aboutit tout le mouvement touristique et où l'étranger forme ses premières impressions sur la Polynésie.

J'ai dit tout à l'heure l'importance particulière d'une politique cohérente et efficace en matière de tourisme et d'urbanisme. Encore faut-il avoir les moyens de cette politique. C'est pourquoi dans le cadre de la réforme que j'ai déjà exposée, le conseil du gouvernement envisage dès maintenant la constitution d'un fonds spécial, semblable à ceux qui existent déjà pour l'équipement routier et pour l'équipement hydraulique. Les ressources — une cinquantaine de millions — dont la création vous sera proposée pour alimenter ce fonds du tourisme nous donneront les possibilités d'actions complémentaires dont nous avons besoin pour la conservation, l'aménagement et la mise en valeur du capital de beauté de la Polynésie.

L'expérience des années passées a malheureusement montré que l'exécution d'un programme d'équipement n'exige pas seulement des moyens financiers, mais aussi des moyens techniques, matériels et humains, d'autant plus important que les programmes sont plus lourds. Le report, chaque année, d'un exercice sur l'autre, d'une masse grossissante d'opérations inachevées, parfois même inentamées, finirait, vous le sentez bien, par fausser l'exécution d'un plan dont tous les éléments doivent être ajustés aussi exactement que possible.

Aussi, dans le domaine du fonctionnement, le conseil du gouvernement a-t-il fait porter l'effort principal sur le service des travaux publics, auquel il a voulu donner les moyens de remplir comme il convient son rôle de conception, d'exécution et de contrôle. Comme c'est par ce service que passent nécessairement presque tous les projets d'équipement, il ne faut pas qu'il soit l'obstacle sur lequel viennent achopper les programmes des autres services, mais au contraire un des éléments moteur du développement général. Pour atteindre ce

but, le projet de budget a prévu la création d'un bureau d'études digne de ce nom et de subdivisions techniques suffisamment étoffées pour pouvoir suivre effectivement toutes les opérations — et elles seront nombreuses — qui y vont être lancées dans les années à venir. Il y a là une mesure qui intéresse trop directement l'avenir pour ne pas lui donner la priorité qu'elle mérite.

Enfin le conseil du gouvernement a considéré que l'œuvre du passé ne méritait pas moins de soins et qu'elle serait inévitablement compromise si l'on ne consacrait pas, chaque année, au domaine immobilier du territoire les dépenses que nécessite son entretien. Ce serait faire preuve d'imprévoyance, en effet, que d'élever à grands frais des ouvrages pour les vouer ensuite à l'abandon et au délabrement. Un effort financier particulier sera donc porté sur les travaux d'entretien, pour lesquels, compte tenu de l'incidence des variations économiques, il vous sera proposé une majoration de l'ordre de 35 % par rapport aux dotations de l'exercice en cours.

Les impératifs que je viens de souligner n'ont pas empêché cependant le conseil de gouvernement de porter l'attention qui convient aux autres secteurs, notamment à celui de l'enseignement et à celui de la santé. Leurs moyens ont été développés, mais le rythme de ce développement a été calqué sur les possibilités réelles de la conjoncture. Prévoir l'ouverture d'écoles ou de dispensaires sans être à même de construire les locaux nécessaires ne pourrait avoir pour effet, comme les années précédentes, que de stériliser des dotations éternellement reportées.

C'est au contraire dans le respect des priorités arrêtées par le conseil que réside pour tous les services l'espoir le plus assuré d'atteindre en 1970 les objectifs fixés par le Plan.

Quels sont ces objectifs ? Quelles sont les orientations du V<sup>e</sup> Plan ? Quelles sont les traites que nous tirons sur l'avenir, comme vous disiez tout à l'heure, Monsieur le président ?

L'objectif principal est le développement de la production intérieure brute, qui sera recherchée d'un côté par un encouragement à l'économie rurale et aux activités traditionnelles, d'autre part par la création d'activités nouvelles susceptibles de relayer les activités en déclin et celles qui n'ont qu'un caractère artificiel et temporaire.

Le second objectif est de faire bénéficier les régions périphériques d'un développement comparable, dans une certaine mesure, à celui dont bénéficient Tahiti et l'archipel de la Société. On s'efforcera d'y atteindre par la décentralisation du tourisme, par le développement de l'artisanat touristique dans le sens des spécialisations régionales, par la modernisation des cultures, par une exploitation et une commercialisation plus rentable des produits de la mer et des produits locaux.

La dernière préoccupation est d'assurer dans des conditions satisfaisantes, notamment dans le domaine de l'emploi, la reconversion des activités qui vont subir dans les prochains mois soit un ralentissement, comme c'est le cas du CEP, soit un arrêt total, comme l'exploitation des phosphates.

Les moyens prévus pour atteindre ces objectifs sont considérables, puisque la charge de l'équipement pour la durée du V<sup>e</sup> Plan va représenter une dépense globale de l'ordre de 13 à 14 milliards de francs Pacifique. Mais, grâce au programme établi, on peut penser que cette charge sera répartie de façon à ne pas peser d'un poids excessif.

Pour sa part, nous venons de le voir, le budget local va y contribuer pour un peu plus d'un milliard, auxquels il faut ajouter 600 millions environ provenant du fonds routier, du fonds de l'hydraulique et du fonds du tourisme.

La contribution principale demeure celle de l'Etat, soit qu'elle intervienne par le canal du FIDES, soit qu'elle se traduise par une participation directe des ministères techniques, soit enfin qu'elle prenne la forme d'un relais par le moyen des organismes publics de crédit. Sous ces diverses formes, elle va représenter près de la moitié de l'effort d'équipement qui sera poursuivi dans le territoire entre 1966 et 1970.

Avec 34 %, l'apport prévu de l'investissement privé, dont il est évident qu'une bonne partie sera fournie de l'extérieur, représente une autre contribution de première importance.

Enfin les moyens des collectivités et des établissements publics (communes, port autonome etc...) et du fonds européen de développement ne sont pas négligeables, puisque, réunis, ils représentent un programme d'investissement qui s'élève à plus de 600 millions de francs.

Je voudrais m'arrêter un peu plus longuement sur le FIDES. D'abord pour signaler dans ce domaine, une innovation dont la portée ne vous échappera pas. Le gouvernement a décidé en effet de classer les crédits d'équipement du FIDES dans la catégorie des crédits « programmés », c'est-à-dire des dépenses auxquelles sont reconnues un caractère prioritaire. Le gouvernement s'engage à les proposer et le parlement à les approuver dans la limite des dotations fixées pour toute la durée du Plan. Pour la Polynésie, cet engagement quinquennal, en ce qui concerne la section locale du FIDES, porte sur une masse globale de 1.545 millions de francs Pacifique, ce qui représente un accroissement de 150 % par rapport aux dotations dont le territoire a bénéficié pendant les cinq années qui viennent de s'écouler. La progression est très nettement marquée et à la mesure, je crois, des problèmes nouveaux qui se posent à notre réflexion. C'est donc, en moyenne, un peu plus de 300 millions par an qui vont être mis ainsi à la disposition du territoire jusqu'en 1970. Je dis « en moyenne » car la participation de l'Etat, si elle demeure invariable dans son ensemble, ne sera pas forcément répartie avec une égalité rigoureuse tout au long des cinq années du Plan. C'est d'ailleurs l'avantage et la justification d'une prévision à long terme que de pouvoir doser les interventions selon les nécessités de la conjoncture et le rythme de l'évolution.

Or il est évident qu'en Polynésie l'année 1966 sera encore une année de vive expansion, tandis que 1967 pourrait marquer

le début d'un fléchissement. C'est donc à partir de la deuxième année du Plan qu'il faut prévoir une intervention plus massive, qui devra être soutenue jusqu'à la fin de la période quinquennale. Ainsi donc, située dans la perspective du Plan, 1966 apparaît comme une année de transition, qui devra être mise à profit pour réaliser les réformes de structure indispensables, — ces réformes mêmes que j'évoquais tout à l'heure et qui conditionnent la bonne exécution du Plan.

Dans la conjoncture actuelle, le territoire aurait la plus grande peine, en effet, à absorber l'an prochain une dotation de 300 millions. La tranche 1966 sera donc plus réduite, mais cette réduction ne se traduira pas par une perte, puisque la différence entre la moyenne annuelle et le chiffre qui sera fixé pour l'année 1966 sera simplement reportée sur les quatre années suivantes, c'est-à-dire à une époque où nous pourrions disposer, en matériel et en personnel, des moyens de réalisation adaptés aux dimensions nouvelles de l'entreprise.

\*  
\*   \*  
\*

Mesdames, messieurs, que conclure de ces chiffres et de ces considérations ?

Devant nous, beaucoup de travail et beaucoup d'espérance ; autour de nous, un pays en pleine transformation, mais qui réagit, me semble-t-il, avec vigueur ; derrière nous, une jeunesse qui m'a paru insouciante et joyeuse, comme il convient à son âge, mais qui demain demandera sa place. Nous qui sommes à l'âge des soucis et des responsabilités, quelles réflexions, quelles résolutions aussi tout cela doit-il nous inspirer ? Je vous dirai les miennes, et peut-être répondent-elles aux vôtres, du moins à celles de la plupart.

La tâche qui nous attend est plus difficile, je crois, que celle de ceux qui nous ont précédés. Elle demande plus de vigilance, plus d'imagination et plus de soins. Mais elle est belle aussi, et bien digne de soulever nos forces et de tendre nos volontés. Que nous faut-il pour l'accomplir ? Un appui ferme, l'union et la persévérance. L'appui nous est assuré, car nous participons au rayonnement d'un pays qui, avec la stabilité, a retrouvé force, prospérité et indépendance. Nous en éprouvons, depuis longtemps déjà, les bienfaits. Nous avons besoin de les éprouver longtemps encore. Faisons donc paraître clairement notre confiance ! Et pour le reste, remettons-nous en à nos efforts...

Mesdames, messieurs, je déclare ouverte la deuxième session ordinaire de votre assemblée.

Vive le Général de GAULLE !

Vive la Polynésie française !

Vive la France !